



Le gouvernement abandonne l'école publique!

Il y a bientôt un an débutaient les négociations de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) en vue du renouvellement du contrat de travail des enseignantes et enseignants qu'elle représente. Depuis ce temps, et malgré un nombre impressionnant de rencontres avec la partie patronale, nous en sommes au statu quo, bien loin d'une entente satisfaisante. Qu'on se le dise : le gouvernement a déjà coupé 1 milliard de dollars au cours des cinq dernières années en éducation, auxquels s'ajoutent 350 millions de dollars cette année. Le gouvernement ne peut poursuivre sur cette lancée; l'école publique est déjà menacée. Voici quelques-uns des enjeux :

- **FAIT :** aucune augmentation des budgets relatifs aux services aux élèves, surtout pour les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).
CONSÉQUENCES : les élèves HDAA sont encore une fois laissés pour compte et les services de soutien à tous les élèves diminuent.

- **FAIT :** augmentation des tâches, par exemple en nous demandant de participer de manière plus importante à des réunions et à des comités.
CONSÉQUENCES : la tâche enseignante est alourdie et le temps consacré à la réussite des élèves diminue.

- **FAIT :** aucune diminution du nombre maximum d'élèves par groupe.
CONSÉQUENCE : les conditions d'apprentissage de tous les élèves se dégradent.

- **FAIT :** plus de contrôle quant à notre perfectionnement
CONSÉQUENCE : notre autonomie professionnelle diminue.

Les profs et les élèves méritent mieux!

La FAE ne laissera pas le gouvernement nuire davantage aux conditions d'apprentissage des élèves et saccager nos conditions de travail. Pour arrêter ce désastre et sauver l'école publique, nous voulons :

- Diminuer le nombre d'élèves par groupe afin de favoriser leur réussite scolaire;
- Augmenter les services aux élèves, surtout à ceux dans le besoin;
- Obtenir une tâche moins lourde et la recentrer sur l'enseignement;
- Avoir plus d'autonomie professionnelle pour faire les choix qui permettent de mieux soutenir les élèves;
- Améliorer la sécurité d'emploi, surtout pour les secteurs de l'enseignement aux adultes et de la formation professionnelle;
- Récupérer le pouvoir d'achat perdu depuis 2004 en tenant compte du coût de la vie.

Nous devons posséder les outils nécessaires pour assurer le rôle d'importance qui nous est confié : préparer les citoyennes et citoyens de demain. Toutes ces revendications sont légitimes et appuyées par la population. Selon un sondage SOM¹, 95 % des personnes interrogées considèrent que les élèves doivent pouvoir bénéficier des mêmes conditions d'apprentissage, peu importe l'école qu'ils fréquentent. Aussi, 65 % des personnes répondantes considèrent inacceptable le gel salarial de deux ans qui nous est infligé. Le gouvernement n'a plus le choix : il a l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour assurer une éducation de qualité aux élèves, jeunes et adultes. Qu'on se le dise : il ne peut y avoir de règlement à coût nul. Il faut réinvestir en éducation.

